

GRANDES LIGNES DU RAPPORT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

GRANDES LIGNES DU RAPPORT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF POUR LA 43^e RÉUNION DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

Nous nous retrouvons quelques jours seulement après le 30^e anniversaire de la Journée mondiale de lutte contre le sida

- Journée consacrée à la réflexion et au souvenir de tous ceux qui nous ont été enlevés par le sida.
- Journée consacrée à célébrer le chemin parcouru et les millions de personnes qui vivent en bonne santé grâce au traitement contre le VIH.
- Notre campagne « Vivre de manière positive – Connaître son statut » a connu un écho mondial.
- Lors la réunion du Sommet des pays du G20 à Buenos Aires, leurs leaders se sont engagés à mettre fin au sida, à la tuberculose et au paludisme, et espèrent que la 6^e campagne de reconstitution des ressources du Fonds mondial sera couronnée de succès.
- J'ai passé la Journée mondiale de lutte contre le sida en Afrique du Sud – pays dont l'extraordinaire parcours a été marqué par un passage du déni, à l'acceptation puis à l'appropriation.
- Avant de me rendre en Afrique du Sud, j'ai participé à une commémoration de la Journée mondiale de lutte contre le sida à la Maison Blanche en présence du Vice-Président Pence, de l'Ambassadrice Mme Bix, de membres de différentes communautés et d'autres leaders. Le 15^e anniversaire du PEPFAR a été l'occasion de souligner le rôle vital des communautés confessionnelles et des principaux partenaires dans la riposte au sida.
- L'Initiative d'accélération de la riposte dans les villes est devenue un mouvement d'envergure mondiale. Au début, cette campagne a été lancée par 26 maires qui ont signé la Déclaration de Paris sur l'accélération de la riposte des villes à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida de 2014. Aujourd'hui, plus de 250 villes de toutes les régions du monde accélèrent leurs ripostes locales au sida afin d'atteindre les objectifs 90-90-90 et d'élimination de la stigmatisation et de la discrimination.
- Quarante ans après le début de l'épidémie, je suis impressionné par un tel niveau de participation et d'engagement à travers le monde.

En août, nous avons perdu un vrai ami et un authentique défenseur du mouvement mondial de lutte contre le sida

- Kofi Annan était un homme sage et bienveillant. Bon nombre de ses paroles ont nourri mes réflexions :

Vivre, c'est choisir. Mais pour bien choisir, vous devez savoir qui vous êtes et ce que vous représentez, savoir où vous voulez aller et pourquoi .

S'agissant de la riposte au sida, j'ai la ferme conviction que nous avons fait le bon choix.

Nous savons qui nous sommes et ce que nous représentons

- Nous avons choisi de défendre le droit de tous à la santé et à la dignité.
- Nous avons choisi de placer l'être humain au premier plan et de confier aux personnes vivant avec le VIH la conduite de la riposte.

Nous savons où nous voulons aller, et pourquoi

- Le monde a fait sienne notre ambitieuse vision – Zéro nouvelle infection à VIH, Zéro décès lié au sida et Zéro discrimination.
 - Parce que c'est la bonne chose à faire.
- Notre engagement à mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace de santé publique à l'horizon 2030 nous unit. Nous savons que, pour y parvenir, il nous faut accélérer les progrès en direction des objectifs fixés pour 2020.
 - Parce qu'on ne peut accepter que quarante ans après le début de l'épidémie, les nouvelles infections augmentent dans 49 pays.
 - Parce qu'on ne peut accepter que plus de 15 millions de personnes qui vivent avec le VIH n'aient toujours pas accès au traitement.
 - Parce qu'on ne peut accepter que les violations des droits humains, les peurs, les préjugés, la stigmatisation et la discrimination perdurent, y compris dans les milieux sanitaires. Ces obstacles dissuadent les populations d'accéder aux services de prévention, de découvrir leur statut sérologique VIH, de suivre des soins et d'observer le traitement.

Les trois Zéros restent la base de notre cadre d'action

- Nous savons que là où la prévention est mise en œuvre de façon appropriée et à la bonne échelle, elle se montre efficace. La Coalition mondiale pour la prévention remet la prévention primaire du VIH à l'ordre du jour.
- Il y a un plus grand nombre de personnes sous traitement que de personnes non traitées. Le nombre des décès liés au sida est tombé sous le seuil d'un million pour la première fois en 2017.
- Sachant que la tuberculose est à l'origine d'un tiers de l'ensemble des décès liés au sida, nous saluons la Déclaration politique sur la tuberculose et les objectifs fixés pour 2022 – qui peuvent nous aider à faire en sorte que les personnes vivant avec le VIH ne décèdent plus de la tuberculose.
- Nous avons lancé le *Global Partnership for Action to Eliminate all Forms of HIV related Stigma and Discrimination*. Co-organisé par l'ONUSIDA, le PNUD, ONU Femmes et GNP+, ce partenariat mondial d'action pour éradiquer la stigmatisation et la discrimination liées au VIH sous toutes leurs formes ciblera les populations laissées pour compte, y compris et de façon non exhaustive : les personnes vivant avec le VIH, les populations clés, les adolescentes, les jeunes femmes et les migrants.
- Nous avons suivi de près les récents événements qui se sont déroulés en Tanzanie et à Zanzibar et concentré nos efforts sur la sécurité des personnes visées et touchées, ainsi que leurs familles et la communauté.

Mais le sida est toujours là et nous ne devons pas baisser notre garde

- À mi-chemin en direction des objectifs d'accélération de la riposte à l'horizon 2020, le rythme des avancées n'est pas à la hauteur de l'ambition mondiale.
- Le rapport « Miles to Go » que nous avons présenté à Amsterdam tire un signal d'alarme – il montre que la fin du sida n'est pas acquise.
- Malgré d'importants progrès en direction des objectifs 90-90-90, il existe des disparités considérables entre différents lieux et différentes populations. Nous devons accorder

toute notre attention aux « zones géographiques sensibles » et aux populations les plus exposées au risque d'infection à VIH.

Si nous voulons être sur la bonne voie pour mettre fin à l'épidémie de sida à l'horizon 2030, il nous faut conduire une action collective dans six domaines

Premièrement, nous devons renforcer notre approche de la prévention, notamment en déployant le PrEP à grande échelle

- Nous sommes confrontés à des insuffisances majeures de financement de la prévention primaire.
- Les populations clés – hommes homosexuels et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, professionnel(le)s du sexe, personnes transgenres, consommateurs de drogues et personnes incarcérées – représentent 47 % de l'ensemble des nouvelles infections à VIH et les programmes n'arrivent pas à les atteindre. Nous devons intégrer étroitement ces communautés au pilotage des actions nécessaires pour changer la trajectoire de l'épidémie.
- La Coalition mondiale pour la prévention du VIH constitue un point d'accès essentiel pour changer les choses.

Deuxièmement, nous devons accélérer les efforts en direction des objectifs 90-90-90 et anticiper l'avenir

- 75 % de l'ensemble des personnes vivant avec le VIH ont désormais connaissance de leur statut sérologique. Parmi celles-ci, 79 % avaient accès au traitement en 2017 et 81 % des personnes ayant accès au traitement ont vu leur charge virale devenir indétectable.
- Six pays – Botswana, Cambodge, Danemark, Eswatini, Namibie et Pays-Bas – ont déjà atteint les objectifs 90-90-90 et sept pays supplémentaires sont en bonne voie pour y parvenir.
- Bon nombre des objectifs programmatiques qui orientent actuellement la riposte mondiale au sida, y compris ceux de la Déclaration politique des Nations Unies de 2016, arriveront à expiration en 2020.
- Nous devons à la riposte mondiale d'imaginer une poursuite du combat pour après 2020 et de proposer des motivations et des orientations pour promouvoir une lutte contre le sida efficace et efficiente.
- Au sein de l'ONUSIDA, une équipe a été constituée pour engager un processus destiné à définir des objectifs programmatiques pour 2025. Sous l'égide d'un comité de pilotage, elle sera aussi chargée d'estimer le montant des ressources nécessaires et l'impact épidémiologique qui en découlera jusqu'en 2030.

Troisièmement, nous ne pouvons laisser les enfants et leurs mères sur bord du chemin

- Avec le Plan mondial et l'initiative Start Free Stay Free AIDS Free, nous avons enregistré d'importants progrès en direction de notre objectif d'élimination de la transmission mère-enfant du virus et de maintien des mères en vie.
- Je me réjouis que l'Organisation des Premières Dames d'Afrique contre le VIH/sida et l'Union africaine conduisent une campagne continentale intitulée « Free to Shine » sur cette thématique.

- Il nous faut cependant accorder davantage d'attention à la prévention primaire chez les femmes enceintes et allaitantes, et au troisième des objectifs 90-90-90 relatif à la suppression de la charge virale.
- S'agissant des nourrissons, il nous faut de toute urgence déployer le dépistage à grande échelle et mettre l'accent sur le diagnostic sur le lieu de soins et une mise sous traitement parallèle conformément au premier des objectifs 90-90-90.

Quatrièmement, faisons de la révolution du dépistage une réalité

- Le rapport de la Journée mondiale de lutte contre le sida de cette année était intitulé « Savoir, c'est pouvoir » et concernait essentiellement le dépistage.
- Nous devons en faire davantage pour atteindre les 9,4 millions de personnes vivant avec le VIH qui ne savent pas qu'elles sont porteuses du virus et le nombre estimé de 19,4 millions de personnes dont la charge virale n'a pas été supprimée.
- Il est essentiel que les services parviennent jusqu'aux hommes. Au Malawi, la probabilité que les hommes vivant avec le virus connaissent leur statut sérologique VIH est inférieure de 12 % à cette même probabilité pour les femmes.

Cinquièmement, nous ne pouvons laisser les victimes de crises sur le bord du chemin

- Plus de deux milliards de personnes vivent dans des pays fragiles, touchés par des conflits et des violences. Pour deux milliards de personnes, la vie quotidienne est faite d'incertitudes et de bouleversements. Le droit à la santé de ces personnes est trop souvent négligé.
- Nous avons de toute urgence besoin d'une visibilité politique plus importante et d'une intensification de la coopération internationale pour éradiquer la violence sexuelle et sexiste, et protéger la santé des femmes et des enfants dans les situations de crise humanitaire.
- En République centrafricaine, j'ai signé un protocole d'accord avec des partenaires clés du gouvernement afin (i) de réduire le nombre de nouvelles infections à VIH au sein des formes armées et autres corps de personnels en uniforme, (ii) de faire diminuer la violence sexuelle et les abus des forces de sécurité et de défense, et (iii) d'accroître l'utilisation des services de traitement, de soin et d'appui en rapport avec le VIH.

Sixièmement, nous avons besoin d'un Fonds mondial pleinement financé et de plans de transition durables dans chaque pays

- Par rapport aux besoins, l'insuffisance des ressources est de l'ordre de 20 %. En 2017, il n'y pas eu de nouvel engagement significatif de la part des donateurs.
- De petites réductions des contributions des donateurs ont des conséquences majeures. Une contraction de 20 % des financements internationaux aura une incidence catastrophique pour les 44 pays qui comptent sur l'aide internationale pour financer 75 % au moins de leurs ripostes nationales au sida.
- Si la riposte au sida n'est pas pleinement financée, les conséquences seront dramatiques – on estime à 2,1 millions le nombre de personnes infectées par le VIH supplémentaires et à un million le nombre de décès liés au sida supplémentaires si nous atteignons les objectifs avec cinq ans de retard.

- Nous devons utiliser les ressources existantes de façon plus efficiente et mettre en œuvre les programmes de manière plus efficace à l'approche des objectifs prévus dans le cadre de l'Initiative d'accélération de la riposte.

Nous devons veiller à ce que le Secrétariat de l'ONUSIDA offre à l'ensemble des membres du personnel un lieu de travail sain, sûr, inclusif, équitable et habilitant.

- Comme vous le savez, 2018 a été une année d'apprentissage pour l'ONUSIDA.
- Je sais que tous les membres de notre personnel ne bénéficient pas de la culture d'inclusion professionnelle à laquelle nous aspirons.
- Nous avons travaillé avec l'ensemble du personnel, nos partenaires, des experts et des leaders de ce domaine.
- J'ai demandé la constitution d'un Groupe d'experts indépendants en février 2018 et ce Conseil a garanti la totale indépendance du Groupe par rapport à la direction du Secrétariat de l'ONUSIDA.
- J'attends avec impatience de discuter des recommandations du Groupe et de la réponse de la direction. Un programme de changement est proposé pour transformer le Secrétariat de l'ONUSIDA en un environnement de travail modèle pour l'ensemble du personnel, un endroit qui garantit la sécurité et l'inclusion, et défend les normes de responsabilité et d'intégrité les plus élevées.
- Nous continuons de nous remettre en question afin d'œuvrer davantage et mieux pour promouvoir l'égalité des sexes.
 - Le Plan d'action pour l'égalité des sexes 2018-2023 que j'ai lancé au début juin ouvre la voie à un changement institutionnel.
 - Pour la deuxième année consécutive, l'ONUSIDA a été reconnu pour avoir atteint ou dépassé tous les Indicateurs de performance du Plan d'action du système des Nations Unies sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. L'ONUSIDA a été la première organisation à atteindre ce résultat et reste à ce jour la seule parmi les 66 entités qui participent au plan.
- Le Plan en cinq points a évolué en devenant un point d'entrée pour une évolution culturelle et systémique plus large du Secrétariat de l'ONUSIDA.
 - Le Plan a pour objectif de prévenir et de lutter contre le harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et les comportements contraires à l'éthique au sein de l'ONUSIDA. Le groupe de 27 membres du personnel du Programme commun en charge de la supervision de sa mise en œuvre a élaboré une vision, identifié des thèmes fondamentaux et des résultats concrets à atteindre.
 - L'élaboration du programme Dignité au travail est l'un des faits marquants de la mise en œuvre du Plan à ce jour. Il se concentre notamment sur la santé mentale et le bien-être, et prévoit des retours d'information à 360 degrés dans les évaluations de la gestion des performances du personnel d'encadrement.
- S'agissant des nouvelles méthodes de travail, nous demeurons à l'avant-garde de la réforme des Nations Unies.
 - Grâce au modèle opérationnel affiné du Programme commun, nous anticipons un impact plus important pour le système du Coordinateur résident des Nations Unies.
- Le Programme commun doit être responsable.
 - Des examens de ce Conseil, du MOPAN et du DFID ont mis en évidence, parallèlement à d'autres analyses externes de l'ONUSIDA, la nécessité d'avoir une

fonction d'évaluation efficace et indépendante afin de renforcer la responsabilité, la transparence et l'apprentissage institutionnel.

- Nous avons pris un certain nombre de mesures pour renforcer la fonction d'évaluation. Lors de notre réunion de novembre, le Comité des organismes coparrainants a avalisé une approche d'évaluation indépendante pour l'ONUSIDA.
- La fonction d'évaluation de l'ONUSIDA couvre les travaux du Programme commun – son rôle, son efficacité et sa valeur ajoutée. Un réseau d'évaluation des Coparrainants – composé du personnel de leurs bureaux d'évaluation – sera constitué afin d'exploiter les capacités et les ressources des organismes coparrainants en matière d'évaluation, d'apprendre de leur expérience et de promouvoir des évaluations conjointes couvrant l'ensemble du système dans le cadre des efforts de réforme des Nations Unies.